

# En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 191, 10 novembre 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

## Cohésion et action sociale

### • Profil des allocataires des Caf dans les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville au 31 décembre 2014.

Cnaf ; Brigitte Debras ; CGET ; Noémie Oswald.  
*L'e-essentiel*, n° 166, octobre 2016. 4 p. @

Les travaux menés conjointement par le Cget et la Cnaf permettent de caractériser les populations des quartiers prioritaires (Qp) à partir des données des Caf. Quelques constats : une part plus importante des populations bénéficiaires de prestations des Caf dans les Qp ; les personnes isolées et les familles monoparentales sont surreprésentées dans les Qp ; la nouvelle géographie des Qp abrite une population d'allocataires Caf plus importante que l'ancienne géographie des Zus ...

### • Les chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale - édition 2016.

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). Octobre 2016. @

Ce document constitue la première partie de la mise à jour de l'édition des "Chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale". Chapitres à télécharger : Définition et mesure de la pauvreté ; accès aux droits et aux biens essentiels, minima sociaux ; santé et accès aux soins.

### • Evaluation des politiques publiques en faveur de l'accès aux droits sociaux. Rapport d'information.

Gisèle Biémouret ; Jean-Louis Costes.  
Assemblée nationale - Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques. Octobre 2016. 368 p. [Synthèse intégrée au rapport]. @

Ce rapport livre une analyse détaillée du non-recours aux droits sociaux, toutes prestations confondues. Ses auteurs formulent 16 propositions afin que les mesures déjà engagées dans ce domaine, soient davantage efficaces. Parmi les propositions du rapport : développer l'information, faciliter les échanges de données, mettre les outils de lutte contre la fraude au service de la diminution du non-recours, créer des liens automatiques entre certaines prestations.

### • La participation des usagers dans les politiques sociales.

S. Bascou ; G. Gousseff ; T. Jarade-Pieniek ; L. Lesueur ; C. Mornet ; C. Raux. Inet. Septembre 2016. 97 p. @

A partir de quatre collectivités d'étude : le département du Nord, la ville de Lille, le département du Val-de-Marne et la ville de Créteil, six élèves administrateurs de l'inet donnent des clés de compréhension sur les conditions de la participation des citoyens aux politiques relatives à la protection de l'enfance, aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

## Collectivités territoriales

### • Rapport du Gouvernement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) en application de l'article 166 de la loi de finances pour 2016.

### Arrivées d'emplois et de résidents. Un enjeu pour les territoires.

@  
Catherine Sourd  
*Insee Première*, n° 1622, novembre 2016. 4 p.



Ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales. Octobre 2016. 51 p. @

Le présent rapport vise après un rappel des modalités de fonctionnement du FPIC à faire le bilan de la répartition 2016, notamment en évaluant les effets péréquateurs du dispositif, son impact sur les ensembles intercommunaux contributeurs et enfin à présenter les effets de certains ajustements examinés par le Comité des finances locales.

### • Les finances locales tendances 2016 par niveau de collectivités locales.

Banque postale.

*Note de conjoncture*, nov. 2016. 16 p. @

Dans cette *Note*, la Banque postale décrypte les grands équilibres financiers 2016 de l'ensemble des collectivités locales et présente également une déclinaison par niveau (régions, départements, bloc communal).

### • L'action économique des communautés après le vote de la loi NOTRe. Extraits des résultats de l'enquête conduite par l'AdCF auprès de 394 communautés de communes et d'agglomération.

Association des communautés de France (AdCF). Octobre 2016. 40 p. @

Conduite tous les 5 ans, cette grande enquête permet de mieux préciser le niveau d'engagement des intercommunalités pour l'appui au développement économique en renseignant différents items : formalisation des stratégies économiques, domaines d'intervention, ingénierie d'appui, moyens humains et financiers. Analyse des premiers résultats à partir d'un échantillon de 330 communautés de communes et 64 communautés d'agglomération.

## Démographie - Population

### • Projections de population à l'horizon 2070.

Nathalie Blanpain ; Guillemette Buisson.  
*Insee Première*, n° 1619, novembre 2016. 4 p. @

Si les tendances démographiques récentes se poursuivaient, la France compterait 76,5 millions d'habitants au 1er janvier 2070. Jusqu'en 2040, la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus progressera fortement, quelles que soient les hypothèses retenues sur l'évolution de la fécondité, des migrations ou de l'espérance de vie. A cette date, environ un habitant sur quatre aura 65 ans ou plus. Cette forte hausse correspond à l'arrivée dans cette classe d'âge de toutes les générations du *baby-boom*. L'évolution serait ensuite plus modérée.

### • 21 000 centenaires en 2016 en France, 270 000 en 2070 ?

Nathalie Blanpain, Guillemette Buisson.  
*Insee Première*, n° 1620, novembre 2016. 4 p. @

Au 1er janvier 2016, 21 000 centenaires vivent en France : c'est près de vingt fois plus qu'en 1970. Cinq centenaires sur six sont des femmes et parmi les « supercentenaires », c'est-à-dire les personnes de 110 ans ou plus, il n'y a quasiment que des femmes. Si les tendances actuelles se prolongent, la France pourrait compter à cette date 270 000 centenaires, soit treize fois plus qu'aujourd'hui.

## Développement durable

### • Pour une stratégie climatique audacieuse Des propositions pour agir sans attendre.

Terra Nova ; François Berthélemy ; Antoine Guillou.  
Novembre 2016. 23 p. @

La COP 21 et l'Accord de Paris ont marqué en 2015 l'émergence d'un nouvel espoir : celui d'une action mondiale en faveur de la lutte contre le changement climatique. Le chemin vers la mise en œuvre de l'accord de Paris reste cependant jonché d'obstacles et de difficultés. Le think tank publie des propositions pour agir sans attendre.

## Développement économique

### • Les entreprises en France. Edition 2016.

Insee. Novembre 2016. 216 p. (« Références ») @

Cette nouvelle édition du document *Les entreprises en France* offre une vue structurelle complète de notre système productif.

## Développement territorial

### • Territoires et financement des entreprises.

Institut Thomas More ; S. Laye ; D. Riad Akiki.  
Note, n° 19, octobre 2016. 17 p. @

Les PME et les TPE représentent neuf entreprises sur dix, la moitié de l'emploi salarié et plus d'un tiers du chiffre d'affaires globale annuel. Elles constituent l'essentiel du tissu économique des territoires. Elles rencontrent néanmoins d'importantes difficultés à se financer. Des solutions existent pourtant pour favoriser la mobilisation des ressources financières locales et leur permettre de se développer et de contribuer au dynamisme des territoires.

### • Le développement territorial : une voie innovante pour les collectivités locales ?

Pierre-Antoine Landel ; Bernard Pecqueur.  
In « *Développement durable des territoires* »

J-P. Carrière ; A. Hamdouch ; C. Iatu.  
Economica-Anthropos. 2016. pp 31-45. <halshs-01384875> @

« Au cœur des défis qui attendent les autorités publiques locales françaises pour se mettre en phase avec la dynamique émergente de territorialisation, se trouve la question du renouveau démocratique et de la prise de parole par les acteurs-citoyens, ce que les modalités actuelles de l'action publique locale, notamment en matière de planification et d'aménagement du territoire ne garantissent pas. La politique publique locale reste fort éloignée du besoin démocratique et continue de fonctionner comme une entité exogène qui veut garantir « l'égalité territoriale » niant ainsi la spécificité des constructions sociales qui s'élaborent dans les territoires. » (Conclusion des auteurs)

## Egalité - Inégalité

La Fondation Jean-Jaurès organise une série de grandes conférences autour d'experts de renom, dans le cadre des universités de l'engagement du Parti socialiste qui se tiennent jusqu'à la fin de l'année 2016.

### • Rural/Urban, les nouvelles fractures territoriales.

S. Bulteau, députée de Vendée, G. Garot, député de la Mayenne, M-H. Girodet, conseillère régionale des Pays-de-la-Loire, I. Roder, professeur d'histoire-géographie à Saint-Denis.  
Le Mans, le 5 novembre 2016. [Vidéo]. @

### • Les inégalités en France. Controverse.

François Dubet, sociologue et Sandrine Doucet, députée de Gironde et directrice de l'Observatoire Education de la Fondation Jean-Jaurès.  
Bordeaux, le 29 octobre 2016. [Vidéo]. @

### • Rapport mondial sur les sciences sociales 2016. Lutter contre les inégalités : pistes vers un monde juste.

CISS/IDS/UNESCO. Octobre 2016.

Ce rapport s'appuie sur les connaissances de spécialistes en sciences sociales, pour souligner les réponses transformatrices à l'inégalité à

tous les niveaux, de la base à la gouvernance mondiale. Il conclut que l'inégalité non maîtrisée risque de mettre en danger la durabilité des économies et des sociétés. Il propose de ne plus appréhender les inégalités uniquement sous l'angle des revenus et de la richesse car elles sont aussi économiques, politiques, sociales, culturelles, environnementales, spatiales ... Enfin la mise en œuvre d'un programme de recherche multidisciplinaire et inclusif est nécessaire pour informer la recherche de solutions visant une plus grande égalité.

*Rapport* (en anglais) 361 p. @ *Résumé* (en français) 18 p. @

## Enseignement supérieur - Recherche

### • Campus en mouvement.

Jean-Loup Salzmann ; Hélène Dang Vu ; Gilles Baillat et al.  
*Urbanisme*, hors-série, n° 57, novembre 2016. 72 p.

*Urbanisme* consacre son dernier hors-série au renouveau des campus. Les universités et les collectivités locales leur accordent aujourd'hui un rôle de premier plan. Ce numéro, qui explique le pourquoi et le comment de la « révolution en cours des espaces universitaires », prolonge un colloque organisé par la Conférence des présidents d'université (CPU) à Orléans, en mai 2016. Des interviews de présidents d'universités, des analyses de chercheurs, des reportages complètent les présentations faites à cette occasion.

## Etat

### • L'Etat actionnaire : rapport 2015-2016.

Agence des participations de l'Etat (APE).  
La Documentation française ; octobre 2016. 216 p. @

Le présent document constitue le seizième rapport de l'Etat actionnaire rédigé en application de l'article 142 de la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE). Outre un bilan détaillé des différents secteurs dans lesquels l'Etat détient des participations, le rapport revient sur les faits marquants de l'année écoulée. Parmi les 81 entités relevant du périmètre de l'APE, on peut citer les principaux aéroports français, les grands ports maritimes, BPI Group, la SNCF, ...

## Evaluation

### • Les sources intellectuelles de l'évaluation des politiques publiques.

J. C. Barbier.  
*Politiques et management public* [En ligne], mis en ligne le 14 octobre 2016. @

Au sommaire : évaluation des politiques publiques : une définition impossible en sociologie ? ; ingénierie sociale et management public ; les références de la pratique actuelle des évaluateurs en Europe et aux États-Unis.

## Foncier

### • Foncier et développement des territoires ruraux et périurbains en France.

A. Guéringer ; A. Hamdouch ; F. Wallet, coord.  
*Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4/2016.  
pp. 693-915. @

Au sommaire : Foncier et développement des territoires ruraux et périurbains ; la gouvernance du foncier agricole périurbain ; le foncier des espaces périurbains dans la planification spatiale ; partenariat inter-institutionnels et construction d'une activité agricole territorialisée dans l'aire urbaine toulousaine ; différenciation socio-spatiale et migrations résidentielles dans l'aire urbaine de Caen ; aménités et hétérogénéité des préférences en matière d'aménagement du littoral, ...

## Innovation

### • La mondialisation des activités de R&D des entreprises : où en est la France ?

Direction générale du Trésor ; M-A. Lavergne ; K. Lemoine.  
*Trésor-éco*, n° 183, 8 p., octobre 2016. 8 p. @

Le secteur de la recherche et du développement (R&D) s'est internationalisé depuis 30 ans. Cet article fait le point sur la situation

française et formule des propositions afin que la France accroisse son attractivité pour les activités de R&D.

## Mobilité - Transports

### • Les ports français : quel avenir ?

Jean Debrie.

*Les Cahiers français*, n° 395, nov.-déc. 2016. pp. 85-89.

Au sommaire : La compétitivité des ports français en question ; les réformes de 2000 : de la décentralisation portuaire aux grands ports maritimes ; un nouveau modèle portuaire ; quel avenir pour les ports : vers une évolution du couple port/industrie ?

## Numérique

### • Guide « smart city Versus stupid village ? »

Caisse des Dépôts ; AdCF ; Association des petites villes de France (APVF).

Octobre 2016. 72 p. @

Cette nouvelle publication met en exergue les fortes attentes des élus des espaces ruraux ou des communautés de petites villes dans le domaine du numérique. Elle montre également que ces territoires sont déjà bien engagés dans la transition numérique et n'ont pas de complexe à avoir par rapport à des territoires plus denses. Un foisonnement d'initiatives est à l'oeuvre.

## Planification

### • Tout savoir sur le Sraddet.

France Urbaine. Octobre 2016. 12 p. @

Ce vademecum peut s'avérer utile pour co-construire efficacement l'aménagement du territoire par les différents niveaux de responsabilité. On y trouve le contenu du schéma, son architecture, les phases d'élaboration, les parties prenantes et ses effets.

## Prévention

### • Politique de prévention de la délinquance et de la radicalisation. 9ème rapport au Parlement.

Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR).

21 octobre 2016. 270 p. @

Ce rapport dresse un bilan à mi-parcours de la stratégie nationale de prévention de la délinquance et évoque les outils mis à la disposition des acteurs opérationnels, dont il s'agit de mesurer le degré d'implication, "...". Il analyse ensuite les dispositifs de prévention de la radicalisation et pointe "des difficultés auxquelles sont confrontées plusieurs préfectures" dans ce domaine. S'il souligne l'implication des collectivités, le rapport n'en révèle pas moins des disparités territoriales.

### • La délinquance des mineurs à Marseille : 500 jeunes suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).

D. Bibard ; L. Mucchielli ; C. Borelli.

Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux (ORCS).

*Rapport de recherche*, n° 9, octobre 2016. 53 p. @

Les auteurs proposent dans cette étude-recherche un décryptage détaillé de l'état actuel de la délinquance juvénile sur l'ensemble du territoire marseillais. Première partie : présentation des informations recueillies sur les jeunes, leur environnement familial, leur scolarité ainsi que sur les faits et la prise en charge par la PJJ. Seconde partie : analyse en fonction de trois types principaux d'infractions commises : atteintes aux biens, atteintes aux personnes et infractions à la législation aux stupéfiants. En conclusion, analyse statistique et recherche des corrélations entre les principaux déterminants de la délinquance des adolescents.

### • Police et population : pour des relations de confiance.

J. de Maillard ; A. Maret ; M. Clouzeau et al.

Terra Nova. Novembre 2016. 53 p. @

Ce rapport porte sur la police du quotidien, la police de tranquillité et de sécurité publique. Il renvoie aux missions essentielles des policiers, celles qui, tous les jours, touchent la majeure partie de la population : assurer la protection des biens et des personnes, prévenir la délinquance et les troubles à l'ordre public, veiller à la tranquillité publique et à l'exécution des lois.

## Prospective

### • Futurs possibles 2030-2050.

H. de Jouvenel ; A. Parant ; C. Desaunay et al ;

*Futuribles*, n° 415, novembre-décembre 2016. pp. 3-138.

Au sommaire : la croissance économique en voie de disparition ? ; sept défis pour les entreprises et le travail ; l'éducation dans les 30 prochaines années ; grandes tendances d'évolution des modes de vie et de la santé à l'horizon 2030-2050 ; avancées et ruptures possibles dans quelques domaines scientifiques ; les conflictualités de demain...

## Rural

### • Appartenance, territoire et ruralité.

J-C. Bontron ; M. Poulot ; V. Banos et al.

*Pour*, n° 228, 2<sup>ème</sup> trimestre 2016. 272 p. @

L'appartenance est aujourd'hui en pleine redéfinition dans les campagnes où la stabilité des hommes et des territoires constituait traditionnellement un socle de définition. Les évolutions sociétales et politiques dans un monde en urbanisation accélérée ont totalement changé les formes d'ancrage.

## Santé

### • La CMU-C et l'ACS réduisent les inégalités en soutenant le pouvoir d'achat des plus modestes. Impact redistributif de deux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé.

DREES ; Antoine Sireyjol

*Les Dossiers de la Drees*, n° 7, oct. 2016. 21 p. @

En 2014, 5,5 millions de personnes sont bénéficiaires de la CMU-C ou de l'ACS en France métropolitaine. Ces deux dispositifs, qui représentent 9 % des revenus des bénéficiaires ayant les niveaux de vie les plus faibles, réduisent les inégalités de manière significative, mais cet effet pourrait être amplifié si toutes les personnes éligibles y avaient recours.

## Union européenne

### • Les autorités locales et régionales dans la formation des positions nationales en matière de politique de cohésion.

M. Jouen ; N. Lete ; M. Hornung

*Revue française d'administration publique*, n° 158, 2016.

Dans la gouvernance européenne, les positions nationales ne sont pas seulement conçues ou défendues par les administrations centrales mais aussi par les autorités régionales et locales. La politique de cohésion et ses réformes périodiques en donnent la meilleure illustration. À partir des exemples allemand, français, italien et belge, l'article décrit le fonctionnement de l'écosystème associé à cette politique, ses acteurs et ses mécanismes de coordination. Il analyse comment les positions nationales, dans ce domaine, ont été portées ou fortement influencées par les autorités régionales et locales lors de la négociation de la programmation 2014-2020.

## Outils

### • Guide des pôles et clusters français 2016

France Clusters. Octobre 2016. 429 p. @

Ce guide propose un recensement actualisé des pôles, clusters et de leurs partenaires.

### • L'Eco-guide 2016. Le maire et le développement durable.

Association des maires ruraux de France (AMRF) - Caisse des Dépôts. Novembre 2016. 291 p. @



## Focus Territoires

### > Bourgogne-Franche-Comté

- **Entre Besançon et Dijon. Un territoire à fort potentiel de développement.** @

Agence d'urbanisme de l'agglomération de Besançon (AUDAB) ; Pierre Clap. Octobre 2016. 8 p.

### > Bretagne

- **Contrat de réciprocité ville campagne valant contrat de coopération territoriale entre Brest métropole et le pays du centre ouest Bretagne.** Ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales ; Région Bretagne ; Département du Finistère ; Brest métropole ; Pays Centre Ouest Bretagne ; Caisse des Dépôts. Oct. 2016. 47 p. @

- **Bretagne 2017, l'heure de la grande vitesse.**

M. Chlastacz ; S. Le Hénaff ; C. Selosse et al. *Infrastructures et mobilité*, n° 162, octobre 2016. pp. 11-34.

- **L'économie maritime dans le grand territoire Rennes Saint-Malo.** @

Audiar ; Rennes Atalante Technopole. Octobre 2016. 44 p.

### > Grand Est

- **Contribution pour le Pacte pour la ruralité.** @

Ceser Grand Est. Octobre 2016. 18 p.

### > Hauts-de-France

- **Richesse des territoires en Hauts-de-France.** @

B. Becuwe ; B. Werquin ; D. Desriviere *Insee-Dossier*, n° 4, octobre 2016. 48 p.

- **Qualité de vie** @

B. Becuwe ; M. Brefort ; É. Vilain. *Insee-Dossier*, n° 5, novembre 2016. 68 p.

### > Ile-de-France / Grand Paris

- **Rapport sur le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.** @

Sénat ; Mathieu Darnaud. *Rapport*, n° 82, 26 octobre 2016. 312 p.

- **Population, logement, emploi – Partie 1 : la population en 2013.** @ Apur ; M. Molinier ; S. Roger. Octobre 2016. 36 p.

- **Bilan de la concertation « Paris' Commerces ».** @

Apur ; F. Mohrt ; S. Renouvel ; V. Dorel. Octobre 2016. 34 p.

- **Territoires de la vie étudiante en Île-de-France.** @

IAU-Ile-de-France ; C. de Berny ; A-C. Davy. Octobre 2016. 34 p.

### > Normandie

- **L'économie sociale et solidaire, une réalité et un atout d'avenir pour la Normandie.** @

Ceser Normandie ; J. Saint-Yves ; C. Lillini ; L. Soucaille. Octobre 2016. 82 p.

### > Nouvelle-Aquitaine

- **Etat des lieux des conseils citoyens de la région Nouvelle - Aquitaine.** @ Pays et quartiers d'Aquitaine.

Octobre 2016. 20 p.

### > Pays de la Loire

- **À l'ouest de la Loire-Atlantique : richesse productive et économie présente.** @ P. Chaillot ; A. Le Graët.

*Insee-Analyses*, n° 37, octobre 2016. 4 p.

Au sommaire de ce guide pratique à destination des élus de communes rurales : rappel sur les enjeux internationaux et européens sur le développement durable et la transition écologique ; produire une énergie renouvelable ; économiser l'énergie ; prévention et gestion des risques ; pour une mobilité durable et rurale ; pour une administration écoresponsable...

### • **Institute for strategic dialogue (ISD)** @

Contributeur et partenaire des travaux du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus) et coordonnateur d'un réseau de décideurs européens responsables des programmes de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme, le think tank *Institute for strategic dialogue* a également édité récemment plusieurs publications et guides (en anglais).

. Youth innovation Labs : a model for preventing and countering violent extremism. 44 p.

. Civic approaches to confronting violent extremism : sector recommendations and best practices. 60 p.

## Actualité législative et parlementaire

- Loi n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 tendant à permettre le maintien des communes associées, sous forme de communes déléguées, en cas de création d'une commune nouvelle. @

- Décret n° 2016-1473 du 28 octobre 2016 relatif aux modalités de prise en compte des actions conduites par anticipation dans le cadre de l'obligation de revitalisation des bassins d'emploi. @

- Décret n° 2016-1464 du 28 octobre 2016 relatif aux opérations de protection de l'environnement dans les espaces ruraux. @

- Décret n° 2016-1498 du 7 novembre 2016 créant la commission nationale de conciliation pour la mise à disposition des services ou parties de service des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive qui participent à l'exercice des compétences de l'Etat transférées aux régions dans le cadre de l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. @

- Décret n° 2016-1499 du 7 novembre 2016 créant la commission nationale de conciliation pour la mise à disposition des services ou parties de services de l'Etat chargés des compétences transférées aux régions prévue à l'article 27 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. @

- Instruction du 24 octobre 2016 relative au pilotage physico-financier des contrats aidés jusqu'à la fin de l'année 2016. @

- Instruction du 14 octobre 2016 relative à la mise en œuvre des dispositions des articles 6 et 7 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 et de la plateforme Etat-Régions signée le 30 mars 2016. @

- Instruction interministérielle du 26 octobre 2016 relative au suivi des procédures administratives de lutte contre l'habitat indigne et à la mise en œuvre de l'astreinte administrative. @

- Convention du 26 octobre 2016 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain », axe 3 - Fonds de fonds quartiers prioritaires (FFQP)). @

## PLF 2017

- **Projet de loi de finances et documents généraux annexés ; missions du budget de l'État (bleus budgétaires)** @

- **Les annexes générales :**

> **Jaunes budgétaires** : transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales ; effort financier de l'État en faveur des associations (3 vol.) ; rapport relatif à la mise en œuvre et au suivi des investissements d'avenir ; évaluation des grands projets d'investissements publics, ... @

> **Documents de politique transversale (DPT)** : politique en faveur de la Jeunesse ; prévention de la délinquance ; Outre-mer ; politique de la Ville ; politique de l'immigration et de l'intégration ; inclusion sociale ; aménagement du territoire ; politique maritime ; politique du tourisme, ... @